

DIALOGUE ISRAËLO-PALESTINIEN ET SOCIÉTÉ CIVILE
PROPOSITIONS STRATÉGIQUES ET ACTIONS DE TERRAIN
8 JUIN 2015, VILLA MÉDITERRANÉE – ESPLANADE J4 À
MARSEILLE (FRANCE)

**Table ronde I : « Les relations politiques et économiques entre
Israéliens et Palestiniens »**

M. Ahmed MAHIOU, Modérateur, ancien Doyen de la Faculté de droit de l'Université d'Alger, ancien Directeur de l'Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman (IREMAM) : Chers amis, nous allons commencer cette discussion qui, je l'espère, nous aidera à ne pas céder au pessimisme. Il faut poursuivre le dialogue israélo-palestinien, et, surtout, espérer qu'il permettra d'aboutir à une solution de paix. C'est en tout cas dans cet esprit que sont menés les travaux du Groupe d'Aix.

Sans plus tarder, je donne la parole à notre premier intervenant, M. Ilan BARUCH.

M. Ilan BARUCH, Ancien ambassadeur d'Israël en Afrique du Sud : Je concentrerai mon intervention sur l'une des parties du travail réalisé dans le cadre du Groupe d'Aix : la partie purement politique, qui n'est pas l'essentiel des activités du Groupe. Je ne suis pas un spécialiste de macroéconomie et mes connaissances en la matière sont même limitées. Mon intérêt porte sur les aspects politiques des relations entre Israéliens et Palestiniens.

Je dirai tout d'abord que c'est une erreur de croire en la solution des deux États en termes de faisabilité. En effet, la réalisation de cette solution est une obligation morale. Et cela, il faut le réaffirmer alors qu'il se dit de plus en plus que toutes les fenêtres d'opportunité vers la paix semblent s'être refermées.

Récemment, M. Benyamin NETANYAHOU a fait deux déclarations contradictoires. Avant les dernières élections, s'adressant à un média d'extrême-droite, il a assuré que, sous sa mandature, il n'y aurait pas d'État palestinien. Immédiatement après la tenue des élections, qu'il a remportées, il a déclaré qu'il restait pleinement engagé dans la réalisation de la solution des deux États.

Lors de son discours de juin 2009, prononcé à l'Université Bar Ilan, M. NETANYAHOU était allé jusqu'à déclarer qu'Israël était « notre terre, celle de nos ancêtres, la terre des Juifs ». Puis il avait ajouté que se trouvait, sur cette terre, « une autre communauté importante mais que nous ne voulons pas administrer, sur laquelle nous ne voulons pas planter notre drapeau et à qui ne voulons pas imposer notre culture ». Je puis vous dire que si j'avais été un Palestinien, je n'aurais pas accepté pareille formule. Une formule, moralement intolérable, qu'aucun dirigeant palestinien n'aurait ou ne pourrait accepter. Les Palestiniens ne forment pas une communauté résidant sur une terre sacrée appartenant aux seuls Juifs.

Je représente ici cette fraction de la société israélienne qui est révoltée par les positions du Gouvernement israélien et qui affirme qu'Israël est une terre revendiquée légitimement par deux peuples : Juifs et Palestiniens sont tous les deux des peuples autochtones d'Israël. Souvenons-nous que l'idée, centenaire, d'une partition traverse tous les projets politiques relatifs au futur des deux peuples. Ce n'est que le régime israélien actuel, qui, en prônant la supériorité suprême d'Israël, souhaite l'éviction des Palestiniens de cette terre, cela en prenant le risque de l'insécurité et de l'isolement international.

Nous voilà aujourd'hui assis à la même table, à travailler et à discuter ensemble des moyens pour remettre le train dans le sens de la marche. Académiquement ou politiquement, nous devons œuvrer à la mise en œuvre de la solution des deux États, qui n'est pas qu'une solution pragmatique mais, on l'a dit, un engagement moral. Telle est l'énergie qui guide nos travaux au sein du Groupe d'Aix.

De 2005 à 2008, j'étais en poste en Afrique du Sud. Et c'est là-bas que j'ai réalisé combien, grâce à la volonté, il était possible de réaliser les plus grandes avancées. Nous sommes tous, ici présents, animés par cette immense volonté.

M. Ahmed MAHIOU : Merci beaucoup, cher Ilan. Je donne à présent la parole à M. Karim NASHASHIBI.

M. Karim NASHASHIBI, Ancien représentant du FMI à Gaza : Je voudrais vous donner un aperçu de la situation économique en Palestine, qui, comme vous le savez, s'est considérablement dégradée. Le développement de l'économie palestinienne se heurte à toute une série de restrictions imposées par le Gouvernement israélien. La circulation des biens et des personnes, notamment, est largement entravée puisque,

je vous le rappelle, la Cisjordanie compte plus de 500 checkpoints. Il est impossible d'aller de Gaza en Cisjordanie et la circulation à l'intérieur même de la Zone C est très limitée. Tout cela sape l'activité économique, en entraînant en particulier une hausse des coûts de transaction et la baisse des marges de profit.

Le Gouvernement israélien contraint également l'exploitation des ressources naturelles palestiniennes, comme le gaz et les ressources minérales de la mer Morte. Israël ne délivre pas aux entrepreneurs palestiniens les permis requis pour l'exploitation de ces ressources.

La discontinuité du territoire palestinien est un autre obstacle à l'essor économique local. Pourtant, en 2005, Israël était partie à un accord regroupant, entre autres, les États-Unis et la Banque mondiale et destiné à assurer un passage libre entre Gaza et la Cisjordanie. Or dans les faits, cet accord n'a jamais été mis en œuvre. Aujourd'hui la rupture est complète entre les économies gazaouie et cisjordanienne, économies potentiellement complémentaires. L'isolement de Jérusalem-Est du reste de la Cisjordanie a par ailleurs accentué la fragmentation du territoire palestinien et de son économie. Enfin, l'accélération de la colonisation dans la Zone C a achevé le démantèlement du territoire et rendu extrêmement difficile son exploitation à des fins économiques.

Parmi les autres restrictions, l'importation particulièrement limitée, pour des raisons de sécurité, de biens d'équipement empêchent la construction d'usines, d'entrepôts et autres bâtiments nécessaires au développement de tout tissu industriel. En ce qui concerne les constructions de logements et d'établissements publics, comme les écoles et les hôpitaux, les permis alloués par Israël sont très difficiles à obtenir. À Gaza, où la densité de population est très importante, les gens vivent les uns sur les autres. Et lorsque les Palestiniens construisent des maisons sans permis, les Israéliens les démolissent.

Les restrictions, les tensions politiques et le ressentiment qui naissent de cette situation entraînent une véritable dépopulation de Jérusalem-Est, les gens tentant de s'installer ailleurs. Selon moi, la politique israélienne est délibérée et vise à épurer, autant que possible, la présence arabe dans Jérusalem et en Cisjordanie.

Outre ces restrictions, qui empêchent le secteur privé d'investir, il y a bien sûr les dégâts causés par l'instabilité politique. Sans perspective d'accord de paix, les

investisseurs, qui tablent habituellement sur un retour d'investissement en recettes et rendements 10 ans après la mise initiale, ne prennent aucun risque. L'investissement privé est ainsi tombé à 5% du PIB, ce qui représente une proportion très faible. L'investissement public de l'Autorité palestinienne n'est, quant à lui, que de 2% du PIB. Cette faiblesse s'explique par le manque de ressources tant palestiniennes que provenant de l'aide internationale. Le seul investissement qui s'est un peu accru, concerne le logement dans certaines villes comme Ramallah ou Naplouse. Il s'agit d'une des rares activités qui contribue à faire fonctionner l'économie palestinienne.

En dépit de ce climat économique très négatif, l'aide internationale est passée de 14% du PIB en 2011 à 8% en 2014-2015. C'est une baisse énorme en proportion du PIB et qui s'ajoute à celle des investissements privés et publics. L'économie palestinienne est assurément en crise, la croissance, au cours des trois dernières années, n'ayant pas dépassé 2%. Le revenu par habitant est en train de baisser tandis que le taux de chômage atteint désormais les 27%, alimentant tensions politiques et sociales.

L'Autorité palestinienne est directement impactée politiquement par la dégradation de la situation économique. Elle n'arrive pas, dans ces conditions, à trouver de solution pour relancer le processus de paix, elle n'est pas en mesure de soutenir une croissance durable, et, enfin, elle échoue à réconcilier entre eux les Palestiniens – ou plus exactement à rapprocher le Fatah et le Hamas. Ce sentiment d'échec fragilise l'Autorité palestinienne et, dans ce contexte de vide politique national, la recherche de l'intérêt privé l'emporte sur celle de l'intérêt collectif.

Comment faire ? Comment s'en sortir ? Il ressort des différentes réunions internationales, y compris les conférences de donateurs, qu'Israël doit lever d'urgence certaines restrictions. Israël pourrait en effet permettre un certain développement économique dans la Zone C ou encore l'exploitation du gaz. Le Quartet a plusieurs projets énergétiques en vue à ce niveau. Un tel développement serait bien entendu dans l'intérêt d'Israël, qui ne gagne rien à avoir chez elle ou à ses frontières une économie palestinienne totalement détériorée, marquée par un chômage croissant et une pauvreté qui augmente dans des proportions alarmantes. Ne serait-ce que sur le plan de la sécurité, une telle situation économique et politique ne peut qu'entraîner la radicalisation des jeunes.

Je souligne que la communauté internationale n'a pas fait que réduire son volume d'aide, elle a aussi cessé de favoriser les investissements publics dans les infrastructures et l'énergie palestiniennes. Cette attitude est très décevante.

Face au risque grandissant de conflagration sociale et d'effondrement de l'Autorité palestinienne, il devient plus qu'urgent de donner un nouveau souffle à la réalisation de la solution des deux États. Le Groupe d'Aix a démontré, dans plusieurs travaux, l'immensité du potentiel économique et politique d'un accord de libre-échange entre Israéliens et Palestiniens. Les 10% de croissance pourraient largement être atteints en une dizaine d'années pour la Palestine, cette croissance économique ayant pour effet d'accélérer celle d'Israël.

Il est décidément très frustrant de ne pas parvenir à un règlement politique de la crise quand on sait les bénéfices économiques et en termes de prospérité qui pourraient en découler.

M. Ahmed MAHIOU : Je vous remercie de cette intervention très claire et très précise.

M. Joseph ZEIRA, Professeur de l'Université hébraïque de Jérusalem : Tout d'abord, je tiens à saluer l'appui que vous apportez aux travaux du Groupe d'Aix. Des travaux, qui, au départ, portaient sur ce que devaient être les volets économiques du ou des futurs accords de paix. Avec notre dernière étude, nous avons emprunté une voie différente. Ce changement a été dicté par le fait qu'au cours des 12 ou 13 dernières années, aucun accord de paix sérieux n'a pu être conclu. Un éventuel accord de paix n'a même jamais paru aussi lointain et illusoire qu'aujourd'hui. Fort logiquement, nous nous sommes demandé quels seraient les effets économiques d'une absence prolongée de solution pacifique. Plus précisément, nous nous sommes penchés sur le coût économique d'une telle absence pour les deux parties au conflit.

S'agissant de la partie palestinienne, nous avons mis l'accent sur les conséquences d'un manque durable de croissance et de développement. Au cours des 20 dernières années, depuis Oslo, les revenus des Palestiniens n'ont jamais augmenté. En soi, cela est très décevant et une telle situation n'a pu qu'intensifier le désespoir et, concomitamment, aggraver les phénomènes de radicalisation.

Deux macroéléments, deux variables majeures, expliquent ce manque de croissance économique et de développement : le niveau de productivité et l'intensité capitalistique (*capital deepening*). L'augmentation du capital provient essentiellement des

investissements, comme l'a rappelé le Professeur NASHASHIBI. Or notre étude montre qu'entre 1993-94 et 2004, la productivité en Palestine n'a cessé de se détériorer de façon significative. Au cours de la même période, l'intensité capitaliste a été inexistante, le rapport capital/travail étant demeuré constant. Ce déclin de la productivité est largement imputable aux multiples entraves à la circulation des biens et des personnes. Le transfert de biens d'un point A à un point B n'est pas seulement coûteux en termes de temps, il l'est aussi en termes d'argent. Si, parvenu à un checkpoint, vous devez décharger la totalité de votre marchandise et la recharger dans un autre camion afin de pouvoir passer un autre checkpoint, vous perdez du temps et dépensez de l'argent. Nous avons calculé ce type de coût, qui concerne également le transfert d'ouvriers, et il s'avère qu'il est considérable. Pendant toute la période considérée, les obstacles à la circulation se sont d'ailleurs multipliés, et le coût auquel nous sommes parvenus reflète cette évolution de la situation sur le terrain.

Pourquoi, ensuite, n'y a-t-il pas eu plus d'investissements en Palestine ? Pour une large part, cela est dû à l'interventionnisme permanent des autorités israéliennes dans la vie économique des Palestiniens. Il n'est pas possible d'investir dans certains biens, par exemple.

Je vous fais grâce des détails techniques de l'étude pour vous dire, qu'en résumé, si l'économie palestinienne avait été en mesure d'être performante en termes de productivité et d'investissement, le PIB de la Palestine serait supérieur, aujourd'hui, de 80 à 90% à ce qu'il est. Il s'agit là d'un problème majeur.

Pour ce qui est du coût économique du conflit pour la partie israélienne, les experts israéliens l'estiment habituellement à 6 ou 7% de croissance du PIB. Mais ces experts ne retiennent que les coûts militaires. Or il existe une multitude de coûts additionnels qui sont rarement pris en compte. Par exemple, lorsque vous achetez un appartement en Israël, vous devez construire une pièce entièrement sécurisée. C'est très cher et c'est l'acquéreur qui doit payer.

Dans notre étude, nous avons additionné l'ensemble de ces coûts supplémentaires pour montrer que le coût économique du conflit pour Israël s'élevait, non pas à 6 ou 7%, mais plus sûrement à 13% du PIB, soit presque deux fois plus que ce qui est habituellement admis. Ajoutons que, chaque année, chaque Israélien consacre 15% de ses revenus à sa sécurité. C'est un fardeau.

Un autre exemple qui vous permettra de comprendre cela, un exemple qui, d'ailleurs, n'est pas pleinement compris par les Israéliens eux-mêmes : le coût de la conscription. Comme vous le savez sûrement, chaque jeune Israélien, homme ou femme, à l'âge de 18 ans, arrête ses études pour faire l'armée. Les garçons partent pour trois ans et les filles pour deux années. D'habitude, une fois le service militaire terminé, les jeunes prennent une année sabbatique pour récupérer – ils voyagent notamment. La conscription et ses conséquences coutent chers, très chers. Il y a perte de capital humain chez ces jeunes, qui étudient moins longtemps qu'ils auraient dû et n'accumulent pas assez d'expérience professionnelle. Au final, Israël pourrait accroître son PIB de 4,3% si la conscription n'existait pas. C'est considérable.

En présentant rapidement ces données, nous voulions montrer que le coût du conflit n'est pas qu'humain, même si, bien évidemment, la perte en vies humaines est la première chose que la paix doit interrompre. Ce conflit coûte chaque année 15% de revenus à Israël, c'est une information éminemment importante !

Je vous remercie de votre attention.

M. Ahmed MAHIOU : C'est nous qui vous remercions, M. ZEIRA, pour ces éclaircissements particulièrement convaincants quant aux coûts du conflit et de l'absence d'avancée dans les négociations de paix.

Avant de donner la parole à la salle, nous allons entendre l'intervention de M. Samir HAZBOUN.

M. Samir HAZBOUN, DATA Studies and Consultations : Je vais concentrer mon propos sur la situation à Gaza. Économiquement, je rappelle que Gaza a un rôle central à jouer dans l'élaboration d'un État palestinien.

Il faut d'abord se souvenir, qu'à l'origine, en 1947, seuls 75 000 personnes vivaient dans ce petit territoire. Ces personnes subvenaient à leurs besoins grâce à l'agriculture. Après l'établissement de l'État d'Israël en 1948, le nombre d'habitants a cru pour atteindre le chiffre de 225 000. Et aujourd'hui, ce sont plus d'1,7 millions de personnes qui vivent dans la bande de Gaza, un territoire dont la superficie est de 360 km². 65% des habitants sont des réfugiés. Soulignons également, qu'il y a 10 ans, Israël se retirait, unilatéralement, de Gaza. La situation présente montre que les décisions unilatérales ne sont jamais de bonnes décisions.

Il y avait auparavant 5 points de passage vers Israël, il n'en reste plus à présent que 2 : un pour le passage des biens, l'autre pour celui des personnes. Aujourd'hui, pas moins de 600 camions entrent chaque jour dans Gaza, tandis que seulement 6 à 7 camions quittent quotidiennement le territoire. Ce déséquilibre entre les importations et les exportations est un problème majeur.

Un autre problème majeur auquel est confronté Gaza est celui de l'énergie. Les pénuries d'eau, de carburant et d'électricité pèsent, comme vous pouvez l'imaginer, sur le quotidien des populations. Ces pénuries, et la situation générale dans la bande de Gaza, sont la conséquence directe des opérations militaires qu'Israël a menées depuis 2007. La répétition de ces coups de force détruit l'économie locale et les infrastructures. Le dernier taux de chômage dont nous disposons est de 43,3%.

Politiquement, et pour m'être rendu souvent dans la bande de Gaza, on peut dire qu'entre le Hamas et Israël existe un certain degré de coordination.

À mon sens, si nous voulons avancer et développer cette portion de l'État palestinien, il convient de lever le blocus israélien. Cela exige une solution concrète qui pourrait s'inspirer des accords d'Oslo et de l'ouverture, entre 1995 et 2000, d'un couloir sécurisé entre Gaza et la Cisjordanie. Il est urgent également de permettre la rénovation complète des infrastructures. Or, sur les plus de 5 milliards de dollars que la communauté internationale s'était engagée à allouer pour reconstruire Gaza au lendemain de la guerre de 2014, seuls 190 millions de dollars ont été effectivement décaissés à ce jour. C'est tout.

Au lieu d'aller plus loin dans le détail, je répondrai à vos éventuelles questions. Merci.

Échange avec la salle

M. Ahmed MAHIOU : Je salue la concision des intervenants, sachant que sur chacun des sujets abordés, il y avait matière à présenter des exposés d'une demi-heure ou d'une heure. Ils auront su aller à l'essentiel, et je les en remercie.

Le temps du débat est venu.

Question de la salle : J'ai été particulièrement intéressé par les remarques de M. ZEIRA sur le coût de la guerre et ses conclusions sur l'intérêt qu'aurait qu'Israël de faire la paix avec la partie palestinienne. Mais n'aurait-il pas été tout aussi intéressant

de se pencher sur l'intérêt qu'a Israël de faire la guerre et de mener – intensifier même - une politique d'occupation ?

M. Joseph ZEIRA : Pourquoi Alexandre le Grand a-t-il quitté la Grèce pour aller conquérir l'Égypte, puis ce qui était alors la Palestine et remonter ensuite jusqu'à la Perse ? Les territoires sont des biens et le contrôle territoriale intéresse nombre d'États. Le problème est bien sûr démultiplié en Israël puisque, historiquement, Gaza et la Cisjordanie furent habitées par des juifs - et peut-être d'autres peuples. C'est en Cisjordanie que se trouvait, pendant les temps bibliques, le royaume de Judée.

Des peuples se disputent des terres auxquelles ils sont très profondément attachés, affectivement, psychologiquement et spirituellement. Les liens qu'entretiennent les Israéliens avec certaines parties du territoire sont très anciens et très forts. On peut donc comprendre qu'ils veuillent les contrôler. Mais le problème, nous l'avons dit, c'est que cette terre est désormais la patrie de deux peuples ! Et si vous faites le choix unilatéral du contrôle, le coût sera forcément très élevé.

Dans mon intervention, je me suis contenté d'évoquer le seul coût économique alors que, comme nous le savons, il existe un coût humain considérable. Un autre coût que je n'ai pas mentionné est la possible régionalisation du conflit. Cette situation s'est déjà produite, et sur une très longue durée, de 1948 jusqu'à la signature, en 1979, du Traité de paix entre Israël et l'Égypte. Souvenons-nous qu'au début des années 1980, les conséquences de la guerre étaient telles qu'elles avaient failli provoquer un effondrement fiscal en Israël.

Les deux peuples ont des revendications légitimes, ou que tout le monde peut comprendre. Le problème n'est pas d'y répondre favorablement mais de parvenir à un accord garantissant leur coexistence. Et c'est d'autant difficile qu'une des parties est beaucoup plus puissante que l'autre.

M. Ahmed MAHIOU : Nous allons prendre plusieurs questions auxquelles les orateurs répondront à la fin.

Questions de la salle :

- J'ai une question pour l'Ambassadeur BARUCH. Vous vous trouviez en Afrique du Sud pendant quelques années, celles de l'apartheid et du boycott. Quelle est votre position sur l'appel au boycott d'Israël lancé par le Comité BDS ?

- Je souhaiterais, pour ma part, revenir sur la solution des deux États. J'ai l'impression que cette solution est périmée, que la communauté internationale est toujours en retard par rapport aux événements. Peut-on envisager une solution prévoyant l'établissement d'une fédération ?

- Je souhaitais également aborder la question de l'action menée par le Comité BDS, qui s'est inspiré de ce qui a pu se faire en Afrique du Sud. Est-ce qu'un tel boycott permettrait d'exercer une pression économique réellement contraignante sur Israël et, ce faisant, de libérer l'économie palestinienne ?

- Vos études ne se penchent pas sur le statut de Jérusalem. Que pensez-vous de l'option envisageant l'internationalisation des lieux saints, qui était prévue par les accords de 1948 ? N'est-il pas encore temps d'internationaliser Jérusalem et d'en faire une représentation des Nations Unies ?

- Avez-vous réfléchi à la question de la gestion de l'eau, qui est primordiale dans ce conflit ?

- Je crois qu'il faudra laisser la Palestine choisir quelle ville sera sa capitale. Aujourd'hui, Jérusalem 'non Est', ou Ouest pour simplifier, fait partie d'Israël. Pourquoi les nations n'acceptent-elles pas la décision de souveraineté d'Israël sur son territoire ?

- Finalement, à part la réaffirmation de la pertinence de la solution des deux États, vous ne proposez pas grand-chose. Suis-je le seul à penser que l'unique moyen de mettre fin au conflit est d'intensifier la pression internationale contre Israël ? Est-il complètement irréaliste d'imaginer des sanctions contre un tel régime d'apartheid, d'occupation, de colonisation ? On a imposé des sanctions à l'Afrique du Sud, on en impose à l'Iran...

M. Ilan BARUCH : S'agissant du boycott et de ce que rien n'est fait pour trouver une issue au conflit, je commencerai par dire que, parmi toutes les nations du monde, Israël est la plus vulnérable. Vulnérable par rapport à ce que les autres pensent de nous. Notre société est éminemment névrotique sur ce plan-là, très nerveuse et susceptible. Selon moi, il n'est pas nécessaire, pour avancer, d'en arriver à la mise en place de mesures aussi dures que celles que représente un boycott. Il faut, au contraire, composer avec Israël de manière positive et constructive. Il faut que nous ayons de nouveau confiance en Israël et que nous tentions de ressusciter la Ligne Verte.

La question de la pression internationale est aussi cruciale. Au cours de nos deux jours de débat, j'ai été agréablement surpris par les propos tenus par les représentants du Gouvernement français et de l'Union européenne. Les propositions avancées par ces intervenants vont souvent bien au-delà des discussions théoriques qui ont lieu sur le conflit israélo-palestinien. La France et l'UE ont des options crédibles pour ramener les parties à la table des négociations. Le temps perdu au cours des deux dernières décennies s'explique notamment par le poids de l'orthodoxie du bilatéralisme. Dans la salle de négociations, il ne devait y avoir que les Palestiniens et les Israéliens, avec, au centre, les États-Unis jouant le rôle de facilitateur. Les Palestiniens n'avaient rien à proposer, et les Israéliens ne voulaient pas être là.

La communauté internationale doit impérativement rééquilibrer les pourparlers de paix. Elle doit faire en sorte que les Palestiniens soient en mesure de négocier sur un pied d'égalité avec Israël. Pour cela, elle doit reconnaître la Palestine en tant qu'État indépendant - un État qui est en conflit ouvert avec Israël autour d'un territoire qui est occupé.

J'ai personnellement cessé de parler de paix. Je ne parle plus que d'une occupation qui pourrait tout à fait être remplacée par des relations de bons voisinages. La coexistence pacifique a été instaurée dans l'Europe d'après-Guerre, elle le sera entre Israéliens et Palestiniens. C'est une question de temps.

Pour ce qui est du statut de Jérusalem, je me contenterai de dire qu'il est possible d'avoir, au niveau municipal, une cité unifiée puis, au niveau national, deux capitales dans une même ville. Cela passe par l'atténuation des nationalismes et par une rationalisation de l'approche du conflit par les parties elles-mêmes. Israéliens et Palestiniens doivent reconsidérer leur position stratégique et sortir de l'ornière unilatérale et absolutiste. C'est le seul moyen de relancer des négociations directes autour d'un accord mutuellement acceptable par les deux parties.

M. Samir HAZBOUN : En guise de première réponse à celles et ceux qui découvrent aujourd'hui les travaux du Groupe d'Aix, je rappellerai que nous avons étudié de manière approfondie la question du statut de Jérusalem. Nous avons, comme sur la question des réfugiés, une vision commune. Je crois que ce sujet sera abordé plus tard en compagnie du Maire de Naplouse, M. Ghasan AL SHAKAA.

Les questions du public portaient sur le boycott des produits israéliens. Plusieurs points de vue s'affrontent quant à la pertinence et l'efficacité d'une telle action. Faut-il boycotter à l'intérieur des territoires occupés ou à l'extérieur ? La solution, appuyée d'ailleurs par le Gouvernement français, serait que les Palestiniens des territoires puissent fabriquer leurs propres biens, dans leurs propres usines et entrepôts. Cela permettrait de renforcer l'indépendance de notre économie et de lutter durablement contre le chômage. Les produits seraient locaux et pourraient très bien se substituer à ceux importés d'Israël.

M. Joseph ZEIRA : Sur la question de l'eau, sachez qu'elle n'est plus un problème entre Israéliens et Palestiniens. Le contrôle de certaines montagnes d'aquifères pose encore des problèmes. Mais de manière générale, l'eau n'est plus une source potentielle de conflit.

Revenons au statut de Jérusalem, une question que je connais bien. Pour le Groupe d'Aix, la solution ne passe pas par l'internationalisation. Je rappelle que nous partons de l'analyse de la situation économique pour, dans certains cas, envisager des solutions politiques.

Nous parlons de deux villes : Jérusalem-Ouest, capitale d'Israël ; Jérusalem-Est, capitale de la Palestine. Nous ne traçons pas de frontières, nous laissons cela aux politiques. Il est d'après nous très important d'assurer des flux commerciaux à l'intérieur même de Jérusalem. L'État de Palestine sera un pays en développement, doté d'un régime commercial différent de celui d'Israël, qui est un pays développé. Si bien que pour éviter que Jérusalem ne devienne un jour la capitale de la contrebande au Proche-Orient, il sera nécessaire de mettre en place des barrières et des contrôles. Avec tout le respect que j'ai pour vous, Ilan BARUCH, il ne sera pas possible d'avoir deux capitales et une seule municipalité. Il faudra instaurer d'importantes restrictions en matière de mobilité à l'intérieur de Jérusalem. Ce sera l'un des prix à payer pour garantir la paix.

Sur l'action du BDS, nous avons déjà étudié l'impact potentiel d'un boycott des produits israélien sur l'économie du pays. Cette prévision est difficile à estimer car le Comité BDS est une initiative assez récente et nous ne pouvons pas anticiper l'importance des actions qu'il pourrait concrètement mener. Jusqu'où est-il prêt à aller ? Nous ne le savons pas. Mais si l'on se replonge dans l'histoire d'Israël, on se souvient qu'un boycott arabe a déjà eu lieu, de 1948 à 1993. Ce n'est pas rien en termes de durée.

Ce boycott n'a cessé qu'après Oslo. N'oublions pas, également, que des constructeurs automobiles japonais et de nombreuses compagnies occidentales, telle que Coca-Cola, ont déjà boycotté Israël. Et pendant toutes ces années, Israël n'a eu de cesse de se développer économiquement. La croissance n'a même jamais été aussi forte qu'entre 1950 et 1972. Pourquoi ? Parce que, sous la pression, l'économie israélienne s'est diversifiée de manière extraordinaire.

Pour avoir un effet économique dévastateur, il faudrait vraiment que soit mis en place un boycott massif et strictement respecté. Ceci dit, un tel boycott, à la différence du boycott arabe, aurait un impact avant tout moral et affectif. Le Comité BDS n'aime pas ce que fait Israël, et leur appel au boycott est une sorte de condamnation. Par conséquent, les Israéliens pensent que des gens veulent nous punir d'agir ou d'avoir agi de la pire des manières. Voilà une pression psychologique qui serait difficile à vivre.

La conséquence du boycott serait donc pour nous essentiellement morale.

Le Comité BDS pose par ailleurs problème, car il ne se positionne pas clairement en faveur de la solution des deux États. Si vous boycottez Israël sans préciser que vous soutenez la coexistence des deux États, c'est la porte ouverte à toutes les interprétations. Ce point de vue, je le précise, est partagé par des gens qui critiquent ouvertement la politique israélienne. Le BDS doit à mon sens expliquer quel futur il souhaite pour les deux parties.

Finalement, je soulignerai que le Groupe d'Aix ne peut avoir de position sur l'action du Comité BDS. Nous pouvons défendre des vues à partir de nos propres études, par exemple celles portant sur les aspects économiques du processus de paix. Mais sur certaines questions, il serait totalement vain pour nous d'essayer de parvenir à un commun accord. Vous nous voyez là comme nous sommes, à travailler courageusement ensemble, Israéliens et Palestiniens. Et tout cela est admirable. Mais imaginez les difficultés que peuvent avoir des Palestiniens à collaborer académiquement, sur de longues périodes, avec des Israéliens. Je me dis que pour le mouvement BDS, être membre du Groupe d'Aix doit être une mauvaise chose. Néanmoins, nous mettons de côté nos différences, nous travaillons de manière constructive et nous arrivons à de très intéressantes conclusions. Nous réussissons à produire ces résultats potentiellement utiles à la paix à travers une coopération étroite mais prudente. Cela signifie que, sur certaines questions sensibles, eh bien nous n'avons pas d'avis ou de solutions à partager !

M. Karim NASHASHIBI : Je vais répondre aux questions sur les deux États et le projet futur de confédération.

Selon nous, la solution des deux États est la seule qui puisse être mise en œuvre. Occupation, apartheid, domination d'un État unique démocratique – rien de cela n'est envisageable. Seule la solution des deux États peut résoudre la disproportion de force entre Israël et la Palestine. Plus généralement, les bénéfices économiques et politiques potentiels de cette solution sont tellement importants qu'ils finiront par pousser Israéliens et Palestiniens à coopérer étroitement ensemble. La réalisation de la solution des deux États est dans l'intérêt de tous. Cette coopération pourrait prendre la forme de projets régionaux communs. À terme, on peut tout à fait imaginer la création d'une confédération dans laquelle la Jordanie, Israël, la Palestine, etc. seraient liés par des accords politiques et économiques.

S'agissant du boycott : tant qu'Israël manifestait son d'intention positive de voir se concrétiser la solution des deux États et tant que se poursuivait le processus de paix, il n'y avait pas de raison d'appeler à une action de ce type. L'idée d'un boycott a jailli au cours des 3 ou 4 dernières années, quand l'opinion a constaté que les négociations ne menaient nulle part et quand le premier Ministre israélien actuel a déclaré que, sous sa mandature, il n'y aurait pas d'État palestinien. Dans ce contexte, toute proposition de pression extérieure sur Israël trouvait un écho favorable. Or, nous l'avons entendu, la France, l'Union européenne se proposent de faire pression sur le régime israélien en proposant des paramètres et un calendrier pour sortir enfin de l'impasse. Chaque solution doit tenir compte des intérêts de toutes les parties. Quant à BDS, je suis d'accord avec ce qu'en a dit Joseph ZEIRA : le boycott ne doit, en aucune manière, remettre en question l'existence d'Israël. Il ne devrait être qu'une réaction à l'obstination d'Israël de ne pas vouloir avancer vers la réalisation de la solution des deux États. À mon tour, je suis d'avis que les organisateurs de BDS devraient déclarer clairement qu'ils appuient la constitution des deux États, qu'ils ne sont pas contre Israël mais contre la politique menée par les autorités de ce pays. Je rappelle tout de même que cette politique est soutenue par la majorité des électeurs israéliens, qui ont élu un gouvernement de droite qui ne veut pas de la solution des deux États. Ce n'est qu'à cette condition, qu'à titre personnel, je soutiendrais un éventuel boycott.

Enfin, je ne vois pas pourquoi le Groupe d'Aix, objectivement, ne pourrait pas appuyer des pressions internationales destinées uniquement à faire aboutir la solution des deux États.

M. Ahmed MAHIOU : Notre discussion touche à sa fin. Je tiens à remercier tous les intervenants. Merci également au public, pour son attention et ses questions.